

L'Adresse—M. Gourd

Il ne fait selon moi, monsieur le Président, aucun doute que notre système peut et doit être amélioré afin de répondre davantage aux besoins et intérêts de toutes les régions de notre pays. Mais, à bien y penser, n'est-ce pas ce que démontre notre histoire? N'avons-nous pas par le biais des discussions libres et franches et en fonction de la conjoncture dans laquelle on vivait, amélioré, modifié et même enrayé certaines structures désuètes qui ne répondaient plus aux nouvelles réalités? A croire certaines personnes, le Canada n'aurait pas évolué depuis la Confédération de 1867; ma foi, on aurait même régressé à l'âge préhistorique.

Le gouvernement séparatiste de M. Lévesque a-t-il mentionné qu'en 1977-1978 le gouvernement fédéral a effectué des transferts à la province de Québec de l'ordre de 4.4 milliards de dollars? Entre autres a-t-il mentionné que les paiements de la péréquation se sont élevés à 1.3 milliards de dollars? A-t-il mentionné aux citoyens de ma circonscription d'Argenteuil les investissements massifs du gouvernement fédéral pour la construction de l'aéroport de Mirabel qui bientôt deviendra la porte d'entrée en Amérique du Nord? Leur a-t-il signalé les avantages économiques que ceci représente pour ma région? Et plus, le gouvernement séparatiste québécois actuel a-t-il dit à mes concitoyens que l'achat du F-18 amènera des retombées économiques de l'ordre de 100 millions de dollars dans le secteur de Saint-André, Lachute? Et finalement, monsieur le président, M. Lévesque et son équipe ont-ils dit aux Québécois que les Canadiens anglais de toutes les provinces reconnaissent la francophonie? Qu'ils acceptent les Québécois comme étant des Canadiens à part entière? La réponse malheureusement est non. C'est donc nous, députés fédéraux du parti libéral, progressistes conservateurs et députés du Nouveau parti démocratique qui devront le faire, et c'est ce que moi, député d'Argenteuil, je m'engage à faire dans ma circonscription, au Québec et dans le Canada tout entier.

• (1530)

[Traduction]

Aussi, je suis heureux de constater que le chef de l'opposition (M. Clark) a compris qu'il était nécessaire de combattre le séparatisme, qu'il s'est rendu compte que cet idéal est irréalisable et dangereux non seulement pour le Canada anglais, mais aussi pour le Québec. Par ailleurs, lorsque j'ai dit que les Canadiens anglais aiment les Canadiens français même si, en ma qualité de libéral, je ne partage pas ses opinions politiques, je songeais au chef de l'opposition parce qu'il est l'exemple parfait du Canadien anglais de l'Ouest qui a jugé nécessaire et qui s'est donné la peine d'apprendre la langue que parlent six millions de Canadiens. Je tiens à préciser qu'il a extrêmement bien réussi.

[Français]

On me demandera peut-être, monsieur le Président, pourquoi j'accorde une si grande importance à cette question, pourquoi en fait mon discours ne porte que sur ce sujet. En effet, j'entends plusieurs personnes me dire ainsi qu'à d'autres personnes que ce sont les problèmes économiques qui sont urgents et non cette question de séparation. Soit, je respecte cette opinion, mais j'ajouterai, monsieur le président, que l'on ne saurait jouir d'une vie économique saine dans un climat politique instable et incertain. Pour conclure, monsieur le président, qu'on me permette de dire ceci: Si nous devons, nous

Canadiens, de quelque région que nous soyons, tirer une leçon importante de toute cette crise à laquelle nous faisons face actuellement, c'est que jamais plus nous ne devons tenir pour acquis le Canada, ses structures, son histoire et son avenir.

[Traduction]

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord me joindre à ceux qui ont présenté leurs félicitations et meilleurs souhaits à M^{me} le Président à propos de sa nomination qui fera date dans notre histoire ainsi qu'à vous, Monsieur, pour votre nomination. J'aimerais également féliciter les motionnaires de l'Adresse ainsi que les nouveaux députés qui, tout comme moi, ont fait ou feront leur premier discours à la Chambre.

Il y a environ 25 ans que je fais de la politique puisque j'ai commencé vers l'âge de 15 ans, et mon expérience m'a porté à croire et à dire souvent à mes commettants, et à bien d'autres personnes, que ceux qui sont engagés à fond dans la politique, soit à titre de représentant élu ou d'organisateur ou à un autre titre, ont tendance à avoir plus d'affinités entre eux qu'avec les personnes qui partagent leurs opinions mais qui ne sont pas dans la politique active.

Comme c'est mon premier discours à la Chambre, j'aimerais en outre profiter de l'occasion pour dire quelques mots de la nature et de l'histoire de ma circonscription, circonscription à tradition unique, circonscription—d'autres diraient, je suppose—pas tout à fait comme les autres, que je suis fier et honoré de représenter. En tant que nouveau député de Kootenay-Ouest, je dois dire aussi que c'est avec beaucoup d'humilité que je songe à ceux de mon parti comme des autres qui m'ont précédé ici depuis de nombreuses années.

Pendant 30 des 35 années écoulées depuis 1945 alors que feu Herbert W. Herridge—«le châtelain de Kootenay-Ouest» comme on l'avaient surnommé ses compatriotes pendant ses dernières années—était élu pour la première fois, à titre de candidat populaire du parti CCF, lors des élections générales, incident pour ainsi dire unique dans l'histoire du processus politique, la circonscription de Kootenay-Ouest a été représentée avec talent par des députés élus sous la bannière des partis CCF ou NPD.

Grâce à son dévouement à l'égard de ses commettants, à son affabilité, à son humour et à son charme parfois espiègle, M. Herridge a séduit les députés de tous les partis à la Chambre et du pays tout entier. A sa retraite, en 1968, c'est Randolph Harding, député pendant vingt-trois ans à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique qui lui a succédé. Connu au moins dans toute cette province comme l'ombudsman de Kootenay, au cours des six ans qu'il a passés à la Chambre, il a été reconnu par des ministres, des députés de l'autre côté de la Chambre et bien d'autres personnes comme «le plus grand expert de la Chambre en matière d'environnement». Ce sont là les propres paroles du ministre qui était chargé des questions d'environnement à ce moment-là.

Comme j'ai travaillé en très étroite collaboration avec M. Harding à une certaine époque, je tiens aussi à mentionner qu'il était l'un des plus honnêtes, des plus sincères, des plus consciencieux et des plus effacés des hommes publics que j'ai eu le privilège de connaître. Après sa défaite aux élections fédérales de 1974, il a continué à servir ses voisins et concitoyens en assumant des fonctions pour lesquelles il avait été élu ou nommé.